

La classe ouvrière soviétique

(Article paru dans « Critique », a journal of Soviet studies and socialist theory, numéro 4)

M. Holubenko

La bureaucratie soviétique use de moyens formidables pour assujettir et atomiser le mouvement de la classe ouvrière, le dépister scientifiquement et détruire toute forme embryonnaire d'opposition. Mais si l'on soulève la chappe bureaucratique qui pèse sur la société soviétique, on s'aperçoit que la lutte de classes, soi-disant à jamais liquidée, poursuit son chemin. Cet article tente de faire la chronique de cette lutte, d'analyser certaines de ses formes et ses perspectives d'avenir (1).

Plusieurs remarques s'imposent dès l'abord, concernant les problèmes que pose l'analyse de l'opposition ouvrière. La première remarque — et la plus évidente — c'est qu'en raison d'une censure rigoureuse, la presse soviétique est muette sur les manifestations de mécontentement de la classe ouvrière (2). En second

lieu, le **Samizdat** accorde peu de place à l'opposition ouvrière. Le **Samizdat** — dont plus de 1 000 articles parviennent désormais en Occident chaque année — est rédigé pour l'essentiel par l'intelligentsia « libérale » ou droitière et reflète les préoccupations de celle-ci. Il est tout à fait possible qu'existe une petite

(1) Cet article est publié avec l'autorisation de la revue anglaise « Critique », où il fut édité pour la première fois.

(2) Un commentaire intéressant sur la façon dont les travailleurs soviétiques eux-mêmes considèrent la presse soviétique, a été fourni par une enquête auprès de 25 000 lecteurs des *Izvestia*. Commandée par les *Izvestia* à l'occasion de leur cinquantenaire et exécutée par la section sibérienne de l'Académie des sciences d'U.R.S.S., cette étude s'est signalée à l'attention du public par un article de Tolkunov, rédacteur en chef des *Izvestia*. L'enquête révélait que seulement 32 % de travailleurs, 22 % de femmes et 21 % de Kolkhoziens étaient satisfaits de la façon dont le journal dépeignait leur travail et leurs conditions de vie. « C'est là une constatation sérieuse et alarmante » : telle était la conclusion de Tolkunov sur les résultats de l'enquête. Son remède à la situation était... d'allonger la colonne de lettres de lecteurs du journal (*Izvestia*, 14 mars 1967).

fraction de **Samizdat** de gauche, qui traite plus largement des questions sociales, mais pour diverses raisons, ce matériel n'est pas parvenu à l'Ouest, ou s'il y est parvenu, il n'est pas publié.

Enfin, aussi surprenant et lamentable que ce soit, bien que la contradiction fondamentale de la société soviétique soit celle qui oppose la classe ouvrière et la bureaucratie, on serait bien en peine de trouver un seul article sur la classe ouvrière soviétique — sans parler du problème de son opposition — écrit par un marxiste occidental. Les sources soviétiques, quoique muettes sur la question de l'opposition, contiennent pas mal d'informations sur d'autres aspects de la classe ouvrière. Les journaux, les recueils statistiques, la législation, peuvent, s'ils sont analysés par un marxiste, fournir une assez bonne image de la structure de la classe ouvrière, de ses conditions de vie, du régime des usines, et sur la base de cette analyse, on peut commencer à se faire une idée significative des zones possibles de tension, des attitudes de la classe ouvrière, etc. Il est bon de s'excuser, dans un journal socialiste, de l'absence de toute étude sérieuse sur la classe ouvrière de la part de ceux qui, parmi les soviétologues, ont des positions de gauche.

LE CONTROLE SOCIAL

Une analyse de l'opposition ouvrière doit débiter par une

discussion sur les mécanismes de contrôle social spécifiques à l'U.R.S.S. Sans une telle analyse, il est difficile de comprendre pourquoi l'opposition ouvrière a la forme qu'elle prend.

La nature de la société soviétique est telle que les mécanismes de contrôle social y sont radicalement différents de ceux qui jouent dans une société capitaliste. L'abolition du marché et du chômage en Union soviétique, **en l'absence d'une démocratie ouvrière**, s'est traduite par le fait que la seule sanction effective dont dispose la bureaucratie contre la classe ouvrière, est le contrôle administratif et répressif à tous les niveaux de l'entreprise. Les entreprises soviétiques fourmillent d'employés administratifs dont la seule fonction consiste à contrôler, surveiller et vérifier l'activité des ouvriers. Sans la menace du chômage — d'une armée industrielle de réserve — on a dû créer cet appareil administratif de répression pour inciter les travailleurs à la production. Cet appareil n'est pas un aspect fortuit du pouvoir bureaucratique. Il est le seul mécanisme dont dispose le régime pour « discipliner » la classe ouvrière.

Par ailleurs, contrairement à ce qui se passe en société capitaliste, les privilèges du groupe dirigeant en Union soviétique ne reposent pas sur des rapports bourgeois de propriété, mais sont attribués par l'intermédiaire d'une procédure juridico-administrative qui né-

cessite le monopole du pouvoir politique. L'inégalité sociale ainsi produite n'est pas médiatisée par les rapports de marché opérant au niveau de la société civile, ni par toutes les mystifications qui les accompagnent. Il n'existe pas de « main invisible » qui distribue la richesse et détermine la structure sociale, mais seulement la main tout à fait visible de la bureaucratie. En bref, la nature de l'Union soviétique est telle que les rapports sociaux y sont au plus haut point transparents.

La connaissance des rapports sociaux est également facilitée par le caractère très centralisé de la prise de décision. Cette centralisation facilite une identification assez précise de l'origine du pouvoir et des privilèges. C'est l'appareil politique central à Moscou qui décide de toutes les questions importantes dans le pays, et ceci est reconnu par tout le monde. Ainsi, les travailleurs de l'usine hydro-électrique de Kiev par exemple, lorsqu'ils revendiquaient une amélioration de leurs conditions de logement, se sont directement adressés au comité central du P.C.U.S. — sachant fort bien que c'est là que se prennent réellement les décisions.

La centralisation du pouvoir économique et politique signifie que les revendications économiques des travailleurs au niveau de l'entreprise sont aussi en réalité des revendications adressées à l'appareil politique central. Les conséquences des revendications économiques sont donc infini-

ment plus grandes en U.R.S.S. que leur équivalent dans les pays capitalistes.

Si les privilèges du groupe dirigeant sont transparents et que ce dernier ne dispose pas des avantages de la « main invisible » du marché capitaliste pour se dissimuler, il ne possède pas non plus d'idéologie mystificatrice. L'idéologie officielle en Union soviétique ne peut légitimer les privilèges et le pouvoir du groupe dirigeant sur la société. L'idéologie officielle est en contradiction flagrante avec la structure sociale existante. Le groupe dirigeant est affublé d'une idéologie qui prêche l'illégitimité de sa propre existence. De ce point de vue, le groupe dirigeant soviétique est dans une position unique par rapport à tous les groupes privilégiés dans l'Histoire.

A cause de ces facteurs (et d'autres encore), le groupe dirigeant soviétique est dans une position très instable, et l'Union soviétique est une société intrinsèquement instable. Le contrôle social ne peut fonctionner « normalement », « naturellement » au niveau de la société civile ; les conflits qui se produisent ne se règlent pas « normalement » au sein de la société civile ; l'Etat ne peut préserver même un semblant de neutralité, mais intervient constamment pour pénétrer et écraser la société civile.

Pour maintenir un contrôle social, le groupe dirigeant entretient un énorme appareil de répression destiné à réduire la

population à l'immobilisme et à l'inertie. Mais l'existence même d'un tel appareil policier est la preuve de l'instabilité chronique du régime : elle démontre que le contrôle social ne peut s'exercer complètement dans la société civile, mais exige l'intervention constante de l'Etat.

Le principe fondamental de l'intervention de l'Etat par l'intermédiaire de ses organisations, est que tout rapport significatif entre individus et groupes doit passer par l'Etat et ses organisations. Toute activité qui ne peut être ainsi médiatisée, doit être soit réduite au minimum, soit supprimée. Ce n'est pas seulement l'activité politique qui est en cause, mais toute relation humaine spontanée. Dans une société post-capitaliste, où la sphère économique n'est pas autonome, la pénétration de la société par l'Etat est plus profonde que dans tout autre système social antérieur. Le résultat est qu'aucune société dans l'histoire humaine n'a été aussi atomisée que la société soviétique actuelle.

L'appareil de répression pénètre la société pour la maintenir en condition amorphe et atomisée, et priver l'individu de la solidarité de groupe significative sans laquelle toute forme d'action est inconcevable. Si la classe ouvrière soviétique reste apparemment passive, c'est donc surtout à cause du poids de l'appareil répressif.

La conséquence principale de cette forme de contrôle

social sur la classe ouvrière, est d'atomiser et d'individualiser la protestation. Incapable de s'organiser en véritables syndicats ou autres organisations autonomes ; travaillant sous un règlement d'usine qui oblige chaque ouvrier à posséder un livret de travail qui enregistre ses états de service et sans lequel il ne peut trouver d'emploi ; avec un salaire aux pièces largement utilisé pour diviser les travailleurs et les obliger à se faire concurrence, etc., dans ces conditions, la plus grande part de l'opposition ouvrière s'exprime par des actes de désespoir individuels tels que l'alcoolisme, le « hooliganisme », l'absentéisme, un travail très mauvais et le sabotage industriel. L'opposition de la classe ouvrière en Union soviétique s'exprime essentiellement à travers une prétendue « déviance » et des « problèmes sociaux ».

De toutes les formes de « déviance », l'ivrognerie est l'exutoire le plus répandu de la frustration. L'alcoolisme chronique a atteint de telles proportions qu'une série de décrets spéciaux ont été pris en 1972 pour engager une bataille sans précédent contre l'ivrognerie. Tout en étant une expression essentielle du mécontentement ouvrier, l'alcoolisme fut aussi un important moyen de contrôle de la classe ouvrière soviétique et d'augmentation des revenus de l'Etat sous Staline — on alla jusqu'à organiser des stands de vente de vodka à la porte des

entreprises. Aujourd'hui la situation a changé. Dans le but d'augmenter la productivité du travail, le régime a lancé une campagne contre l'alcoolisme, sans grand succès d'ailleurs. En fait, selon certains observateurs, l'alcoolisme s'est davantage répandu depuis le tournant de la décennie qui a vu la chute des espoirs suscités par le khrouchtchévisme. Etant donné l'absence (pour le moment) de tout autre exutoire, la « butylka » continuera à jouer son rôle.

Les mécanismes de contrôle social propres à l'Union soviétique ont d'autres conséquences importantes pour l'opposition ouvrière. Un des traits les plus remarquables des grèves en U.R.S.S. est qu'elles ont tendance à se produire plus fréquemment dans la périphérie — c'est-à-dire dans des zones éloignées de la région centrale Moscou-Lénin-grad. Un second trait est que les grèves qui se produisent dans la périphérie ont tendance à être beaucoup plus violentes.

En ce qui concerne la fréquence des grèves dans la périphérie, on peut avancer trois raisons principales. La plus importante est certainement le fait que les régions périphériques souffrent beaucoup plus de pénuries de toutes sortes. Mais aussi, les régions périphériques sont moins infiltrées par la police secrète, en partie parce qu'elles sont plus difficiles à infiltrer, notamment les républiques non-russes; mais surtout parce que

le régime sait que tant qu'il contrôle parfaitement les centres stratégiques importants, la périphérie ne constitue pas une menace sérieuse. Une grève à Mahadan (il y en a peut-être eu des centaines, pour ce que nous en savons) ne va pas ébranler le monde, une grève importante à Moscou le pourrait. La protestation ouvrière spontanée peut donc se donner beaucoup plus libre cours dans les zones périphériques. Mais cette affaire d'occasion plus ou moins favorable a de sérieuses conséquences sur le développement futur du mouvement ouvrier soviétique. Cela signifie que ces zones de moindre importance stratégique, où la classe ouvrière ne peut qu'avoir un niveau politique et culturel plus bas, possèdent les meilleures possibilités d'opposition ouverte. Le niveau politique et culturel plus bas peut aussi signifier que ces occasions ne seront pas utilisées à fond.

On peut résumer ainsi la situation : plus grande est l'entreprise, plus proche elle est d'un centre important, plus proche elle est d'une route ou d'un boulevard important de ce centre, plus serrée est la surveillance. Ce n'est pas seulement l'importance économique d'une usine qui détermine le degré de surveillance, c'est aussi son importance politico-stratégique.

Si une grève éclate dans une usine d'importance stratégique, le régime est extrêmement souple. C'est ce qui explique que les grèves dans les

centres importants n'ont pas le caractère violent qu'elles ont dans la périphérie. Pour peu qu'une grève éclate dans une usine politiquement stratégique, le régime accueillera les revendications des travailleurs avec un empressement inhabituel et très éclairant, de façon à maîtriser la grève le plus rapidement possible. Réprimer sauvagement une masse de travailleurs dans le centre risquerait d'entraîner une escalade de la lutte au cœur stratégique du pays. Il y est également plus difficile de cacher la grève à l'opinion intérieure et internationale. Le régime ne réagit pas non plus aux grèves par le lock-out, la fermeture ou toute autre tactique capitaliste normale destinée à vaincre les travailleurs en faisant traîner le conflit. En U.R.S.S., jeter dans la rue des milliers de travailleurs en colère par un lock-out, c'est créer des conditions favorables à la renaissance d'une vie politique autonome. Naturellement, si des concessions rapides n'arrivent pas à stopper la grève, alors la répression est prompte et brutale.

Une récente grève qui eut lieu à Kiev, troisième ville d'Union Soviétique, est peut-être le meilleur exemple connu de la souplesse du régime confronté à une grève dans une usine politiquement stratégique. En mai 1973, des milliers de travailleurs de l'usine de machines-outils située sur la route très passante de Brest-

Litovsk, se mirent en grève à 11 h du matin pour une augmentation de salaire (3). Le directeur de l'usine téléphonique immédiatement au comité central du Parti communiste d'Ukraine (P.C.U.). A midi un membre du Politburo du P.C.U. arrivait à l'usine pour apprécier la situation. Il rencontrait une délégation de travailleurs, et promettait immédiatement de satisfaire leurs revendications. A 3 h de l'après-midi, les travailleurs étaient informés que leurs salaires allaient augmenter et que la plupart des hauts administrateurs de l'entreprise étaient limogés. (Il est important de noter que selon l'article, la population locale attribua le succès de la grève à son caractère organisé, et à la crainte du régime de la voir dégénérer en un « Szczecin ukrainien »).

Dans une usine stratégiquement importante, le régime ne se montre souple que s'il est confronté à une **démonstration de force massive**. Face à des travailleurs isolés, le régime adopte une conduite tout à fait différente. Si un travailleur individuel est surpris en train d'essayer d'organiser une protestation ou d'exciter les ouvriers, la répression est prompte et brutale — il n'y a certainement pas de procès public (c'est réservé aux intellectuels). Pour les ouvriers, s'organiser clandestinement dans ce genre d'usines comporte les plus grands risques. A Moscou en 1970, par

(3) Suchasnist n° 12, 1973, p. 119 (Munich).

exemple, des bruits ont circulé disant que plusieurs ouvriers « gênants » de plusieurs usines auraient purement et simplement disparu et qu'on n'aurait plus entendu parler d'eux après une série d'arrestations préventives.

Lorsqu'une grève éclate (dans n'importe quelle usine), le premier objectif de l'enquête du KGB est de trouver les « meneurs » du conflit. Ce sont eux qui seront victimes de la répression après la fin de la grève. A ce moment-là, la vague de solidarité sera retombée, et le KGB pourra travailler sans obstacles. Vladimir Bukovsky, l'oppositionnel russe, raconte le sort d'un organisateur de grève :

« Un autre de mes amis à l'asile était, par exemple, un communiste français d'origine roumaine qui vivait depuis 10 ans à Marseille et était venu en Union soviétique pour apprendre, pour voir à quoi ressemblait le communisme dans la pratique. Il alla travailler dans une usine de chaussures de Moldavie et y resta longtemps. Mais il était mécontent que les travailleurs y touchent de si bas salaires. Il dit à ses compagnons de travail qu'ils devraient se battre pour une meilleure paye — ils se mirent en grève, lui fut arrêté et déclaré fou. A l'hôpital, il ne pouvait comprendre ce qui lui était arrivé, comment des communistes pouvaient faire des choses pareilles. Pour lui le communisme et la

lutte pour une vie meilleure, c'était plus ou moins la même chose — il n'arrivait pas à comprendre. Vers la fin de son séjour il commençait vraiment à perdre l'esprit, me semblait-il, car il racontait à tout le monde que le gouvernement soviétique était sous l'influence du Vatican » (4).

Dans ces conditions de dure répression policière, une grève, pour être organisée, doit l'être clandestinement. C'est ce qui explique l'apparente spontanéité des grèves soviétiques. Il y a eu plusieurs grèves où l'enquête même la plus rigoureuse du KGB n'a pas réussi à trouver les « meneurs ». Ce qui se passe probablement dans ces cas, c'est que la situation atteint un tel point d'ébullition qu'un ou plusieurs actes exemplaires, comme de quitter son poste de travail ou de laisser tomber un outil, suffisent à provoquer une grève.

GREVES ET AUTRES FORMES DE PROTESTATION : LA PERIODE KHROUCHTCHEVIENNE

Sous Khrouchtchev, le taux des augmentations de salaire était faible, il y eut plusieurs réductions de salaire et une augmentation dramatique du prix de la viande et des produits de première nécessité. Khrouchtchev faisait miroiter la promesse d'une société de

(4) Survey n° 77, 1970 (Londres).

consommation impossible à atteindre, et le mécontentement était grand au sein de la classe ouvrière. L'atmosphère de « dégel » krouchtchévien faisait que ce mécontentement devait prendre des formes plus ouvertes. Pour la première fois depuis des dizaines d'années, la colère venue des profondeurs de la société s'exprima en grèves et autres formes ouvertes de protestation.

Au cours du dégel de 1956, il y eut de nombreux meetings houleux en rapport avec le vingtième Congrès du Parti, meetings au cours desquels même des membres du Politburo (qui s'appelaient alors le Praesidium) furent hués comme représentants des « nouveaux riches » (5). A l'automne 1959, le mécontentement

populaire se développa lorsqu'on annonça des réductions de salaires, et cela, ajouté aux pénuries alimentaires durables, fit prendre à ce mécontentement des formes violentes en plusieurs endroits. Les émeutes du complexe sidérurgique de Temir-Tau au Kazakhstan semblent bien connues (6).

Selon des sources à Moscou, des manifestations semblables eurent lieu à Kemerovo, centre du bassin industriel sibérien du Kousbas, au début de janvier 1960 (7). A nouveau en 1961, la protestation de la classe ouvrière éclata, cette fois en réponse aux réformes monétaires de Krouchtchev (8).

L'explosion de mécontentement ouvrier la plus importante et la plus étendue eut lieu en 1962. Rien d'aussi im-

(5) Robert Conquest (éd.), *Industrial workers in the USSR*, Londres, 1971, p. 11.

(6) On trouve un compte rendu détaillé des émeutes dans l'ouvrage de John Kolasky, *Two years in Soviet Union*, Toronto, 1972, p. 190-191. Se fondant sur des rapports collectés lorsqu'il se trouvait en Union Soviétique, Kolasky écrit : « Lorsque commença la construction de l'usine, on amena de jeunes travailleurs, principalement de l'ouest du pays et en tout premier lieu d'Ukraine, de Biélorussie et de Moldavie. Mais il n'y avait rien pour les loger et on les mit dans des tentes. Rapidement le mécontentement se développa sur un certain nombre de problèmes de base : les salaires étaient beaucoup plus bas que ceux promis lorsqu'on les avait recrutés, et plus bas que ceux versés aux brigades de Komsomols étrangers, par exemple Allemands de l'Est et Polonais ; il y avait une grande pénurie de produits de première nécessité, à la fois d'habits et de nourriture ; l'eau potable manquait ; les étés connaissaient une chaleur intense et de terribles tempêtes de sable... Le manque de nourriture provoqua un mouvement de protestation massif et violent en septembre 1959. Un groupe de jeunes saccagea un petit stand de vente. Très vite des milliers d'autres commencèrent à démolir les magasins, à allumer des feux et à piller les entrepôts. Quand la milice fut appelée, les émeutiers la mirent en déroute, marchèrent sur le commissariat, s'emparèrent du chef de police et le pendirent. Le directeur du chantier de construction, qui était très haï pour son indifférence envers le sort des ouvriers, fut également tué... Pour maîtriser les émeutiers, on fit venir l'Armée. Il en résulta le massacre d'au moins plusieurs centaines de jeunes gens, dont beaucoup étaient membres des Komsomols, et l'arrestation d'un grand nombre d'autres, dont certains furent par la suite condamnés à mort ».

Un compte rendu légèrement différent de ces émeutes se trouve dans l'introduction de George Saunder au *Samizdat : Voices of the Soviet Opposition*, New York, 1974, p. 32. « Le 3 octobre, une cinquantaine de jeunes ouvriers commencèrent à manifester, expropriant de la nourriture dans les magasins. Lorsque la police intervint, le nombre d'émeutiers monta à plus de quinze cents, des barricades furent élevées, le chef de police et le directeur du camp furent appréhendés. Le 4 octobre, des troupes arrivèrent de Karaganda, mais furent désarmées par les rebelles (apparemment à la suite d'une fraternisation). Les rebelles étaient maîtres de toute la ville. Ce n'est qu'au soir du 5 octobre que des renforts — des détachements spéciaux de police de sécurité — écrasèrent la révolte, après avoir encerclé la ville ».

(7) M. Tatu, *Power in the Kremlin*, Londres, 1969, p. 115.

(8) Vladimir Azbel, un récent émigré soviétique, écrivant dans « *Two years in Siberia* » (*Research Bulletin*, Radio Liberty, Munich, 28 août 1974, p. 7) a parlé d'un meeting de travailleurs de Rostov-sur-le-Don dans un kolkhoze sibérien reculé qui appela à une grève pour protester contre les réformes monétaires. Un des amis d'Azbel, organisateur de cette grève, fut condamné à 10 ans de prison, et à sa sortie de prison en 1972, assigné à résidence dans ce village.

portant ne s'est produit depuis. Le 1^{er} juin 1962, l'annonce d'augmentations de prix pour la viande et les produits de première nécessité fut accueillie dans toute l'Union soviétique par des démonstrations de protestation massives dans l'enceinte des usines, des démonstrations de rue et des émeutes importantes se produisirent en de nombreux endroits d'Union soviétique. On a la preuve de tels événements pour les villes de Grosny, Krasnodar, Donstsk, Yaroslav, Zhdanov, Gorky et même Moscou où l'on rapporte qu'un meeting de masse se tint à l'usine d'automobiles Moskvich (9).

C'est dans le Donbas et en particulier dans la ville de Novochoerkassk, que les luttes de 1962 prirent leur forme la plus aiguë. Le trait caractéristique de l'explosion de Novochoerkassk est la vitesse avec laquelle elle engloba la classe ouvrière. Le second trait de ces événements fut le rôle joué par les femmes. En Union soviétique, les femmes ont presque toutes un emploi, mais à des postes mal payés, et perçoivent donc en moyenne la moitié du salaire des hommes. Ce sont les femmes qui supportent l'écrasant fardeau des tâches domestiques, ce sont elles qui font la queue dans les magasins, et elles

sont parmi les premières à réagir aux restrictions alimentaires et aux augmentations de prix. Le troisième trait important fut la participation active des étudiants et de la jeunesse. A Novochoerkassk, 16 000 jeunes gens vivaient dans des dortoirs municipaux, dans des conditions épouvantables (10). Ce sont eux qui, avec les femmes, prirent des initiatives dans le centre de la ville. Le quatrième trait des événements de Novochoerkassk fut leur degré de violence. Là les autorités ne firent pas de concessions et firent sortir la milice. Enfin, les émeutes de Novochoerkassk montrèrent que dans une certaine mesure on ne pouvait se fier à la police locale ni aux troupes cantonnées dans la ville. Pour écraser les émeutiers, il fallut faire venir des troupes de sécurité spéciales.

Il existe plusieurs relations des émeutes de Novochoerkassk. Elles semblent avoir débuté par deux événements : l'action des ouvriers de l'usine de locomotives électriques Boudienny dans les faubourgs de la ville, et un cortège dirigé à l'origine par des femmes d'une usine textile et des étudiants qui se forma dans le centre de la ville devant le siège du parti. Il est peut-être intéressant de citer un des comptes rendus les plus passionnants de cet événement

(9) Problems of Communism, n° 1, 1964, p. 36.

(10) Tatu, op. cit. La présence d'étudiants et de jeunes fournit au régime une explication commode bien que pas très originale, aux événements de Novochoerkassk — « hooliganisme juvénile ». C'est ainsi que le journal local de Novochoerkassk, Znamya Kommuny, fit allusion de manière détournée aux événements, après plusieurs semaines de silence total.

important de l'opposition de la classe ouvrière soviétique :

« ... En juin 1962, les prix de la viande à la consommation furent augmentés. Le mécontentement qui devint général se cristallisa bientôt en actes. A l'usine de locomotives électriques Boudienny... employant plusieurs milliers d'ouvriers, la direction abaissa le taux du salaire aux pièces. La nouvelle fit un choc chez les ouvriers qui étaient déjà mécontents de leurs misérables conditions de vie et d'une sous-alimentation sans espoir. Un groupe d'employés d'un des ateliers envoya une délégation à la direction pour protester contre l'abaissement du taux. Personne ne voulut la recevoir. Cela ne fit qu'augmenter la tension et beaucoup d'ouvriers commencèrent à se rassembler venant d'autres ateliers. Un train, passant sur une voie de chemin de fer des environs, fut arrêté. Quelqu'un commença à actionner le sifflet de la locomotive, puis les sirènes de l'usine. Cela amena un grand nombre d'ouvriers d'autres équipes. La foule était houleuse.

La milice arriva bientôt mais fut repoussée. Alors apparurent les soldats dans des voitures blindées, suivies de tanks, qui occupèrent les ateliers. La foule ne se dispersait pas, au contraire elle augmentait à mesure que les ouvriers des autres équipes arrivaient (les ateliers marchaient selon le système des trois-huit). Le matin suivant, plusieurs milliers d'ouvriers, qui étaient

restés toute la nuit à l'usine de locomotives, commencèrent à se diriger vers Novocheboksinsk, qui est située sur un affluent du Don. Pour entrer en ville, ils devaient passer sur un pont bloqué par l'armée.

Pendant ce temps, une autre foule de gens [principalement des femmes et des étudiants - M.H.] s'était déjà rassemblée sur la place centrale de la ville, devant l'immeuble du comité local du Parti, qui était gardé par des formations du KGB armées de fusils automatiques. Le secrétaire local du parti se montra et commença à s'adresser à la foule. Certains essayèrent de le huer ; d'autres lui lancèrent des choses à la tête. Soudain le détachement du KGB ouvrit le feu sur la foule. Des coups de feu furent aussi tirés d'autres directions. A un endroit, lorsqu'on ordonna aux soldats de tirer, un officier sortit sa carte de membre du parti, la déchira puis se suicida. Beaucoup de soldats refusèrent d'obéir.

Selon les rapports, il y eut au moins plusieurs centaines de tués. La loi martiale et le couvre-feu furent décrétés, les troupes et les tanks patrouillèrent dans les rues et la région fut complètement bouclée... Cela s'accompagna de visites domiciliaires d'agents du KGB, d'arrestations massives et de procès à huis-clos. Beaucoup de soldats et d'officiers passèrent en cour martiale. Pendant ce temps, plusieurs membres du Comité central du PCUS, dont Koz-

lov (11), Polyansky et Mikoyan, vinrent à Novocherkassk pour pacifier la population » (12).

La protestation de Novocherkassk fait partie des nombreuses manifestations qui eurent lieu dans la région du Donbas. Une des relations prétend que le mouvement de grève dans le Donbas réussit à mettre en place un comité régional de grève qui organisait des protestations coordonnées dans toute la région. Si c'est vrai, il s'agit d'un fait d'une importance primordiale. Selon ce compte rendu :

« On dit que les insurgés de la région du Donbas expliquèrent... l'échec des manifestations de Novocherkassk par le fait que le soulèvement s'y fit sans l'accord des comités d'organisation de la grève à Rostov (sur-le-Don), Lugansk, Taganrov et autres villes. Cela confirmerait les bruits concernant un état-major organisant la protestation dans le Donbas, et expliquerait aussi qu'une démonstration coordonnée et planifiée ne se soit pas produite parce que la révolte contre les augmentations de prix éclata avant que les préparatifs ultimes aient pu se faire » (13).

GREVES ET AUTRES FORMES DE PROTESTATION : APRES KHROUCHTCHEV

La plus grande partie des grèves et autres formes de protestation ouvrière qu'on connaisse après la chute de Khrouchtchev, se produisirent à propos de trois problèmes fondamentaux : a) bas salaires — en particulier une chute brutale des primes ou des salaires due à une révision des normes de travail annoncée par la direction de l'usine ; b) des pénuries de nourriture et autres biens de consommation ; et c) un mauvais logement. Il y eut évidemment des troubles graves à Kaunas, Bilhorod, Tashkent et Frounzé en réaction contre l'oppression nationale. Mais ces exemples et d'autres ne rentrent pas dans le cadre de cet article. Il suffit de dire ici que des grèves et autres formes de protestation de masse sur des revendications nationales, donc directement politiques, sont particulièrement dangereuses pour le régime. Très importantes aussi furent les grèves de solidarité avec la révoite

(11) La Pravda du 9 juin 1962 relatait la présence de Kozlov dans la ville. Une session plénière du Comité de région se tint en sa présence. La Pravda rapportait que « certaines organisations du Parti avaient relâché leurs liens avec les masses et failli dans leurs tâches idéologiques pédagogiques », en rapport avec les émeutes (cité dans Tatu, op. cit.).

(12) Kolasky, op. cit., p. 191-192. Kolasky est un ancien membre du Parti communiste canadien, envoyé en U.R.S.S. pour se former et étudier à Kiev pendant deux ans à l'Ecole supérieure du Parti. Dans son livre il rapporte d'autres exemples de protestation ouvrière : une grève des ouvriers du port d'Odessa contre les réductions alimentaires, et une grève dans une usine de motos à Kiev pour les mêmes raisons en 1962. En 1964, quelques jours avant les fêtes du 1^{er} Mai, des tracts distribués au nom de « La Voix du Peuple » apparurent dans plusieurs usines de Kiev. Ces tracts contenaient les mots d'ordre suivants : « Aux peuples d'Union Soviétique ! Le Parti a dégénéré, Contrôle sur le Parti ! Tout le pouvoir aux Soviétiques ! ».

(13) Corelia Gerstenmaier, Voices of the silent, New York, 1972, cité dans G. Saunder's (éd.), Samizdat, op. cit., p. 31.

de décembre 1970 des travailleurs polonais sur la côte de la Baltique, grèves qui sont censées avoir eu lieu à Kaliningrad, Lvov et dans quelques villes de Biélorussie (14). Mais la très grosse majorité des grèves connues se sont produites en réaction à une attaque directe des conditions de vie de la classe ouvrière, suite à une décision de la direction de l'entreprise de baisser les primes, d'élever les normes de travail et donc de baisser les salaires, ou (il arrive fréquemment que les deux se produisent conjointement) en protestation contre des pénuries alimentaires (15).

Il y eut une augmentation notable du nombre de grèves à partir de la fin 1969 - début 1970, et depuis les grèves ont régulièrement continué jusqu'à maintenant. Entre la chute de Khrouchtchev et la fin 1969, on ne connaît qu'une seule grève significative. Elle eut lieu en 1967, lorsque des milliers de travailleurs de l'usine de tracteurs de Khartov cessèrent le travail. Cette absence **apparente** de grèves entre 1964 et 1969-70, peut s'expliquer par la politique salariale de la direction Brejnev - Kossyguine. Pendant leurs cinq premières années au pouvoir, ils recherchaient la popularité et furent beaucoup plus généreux pour les ouvriers en ce qui concerne les salaires que ne l'avait été

Khrouchtchev. Mais à partir de 1969, un net effort fut fait pour ramener les augmentations de salaires au modeste niveau de la période khrouchtchévienne. Une faible augmentation des salaires est toujours la politique actuelle, et l'on peut donc s'attendre à ce que les grèves non seulement continuent, mais s'intensifient. En fait il y a des indices montrant que le régime s'y attend également, et a déjà pris une série de mesures préventives. Nous parlerons de cela plus loin, commençant par un bref compte rendu de certaines des plus importantes explosions de protestation ouvrière depuis 1969.

Les troubles les plus importants de cette période se produisirent à Dniepropetrovsk et à Dnieprodzerzinsk situées dans la zone d'industries lourdes au sud de l'Ukraine. En septembre 1972, à Dniepropetrovsk, des milliers de travailleurs se mirent en grève pour des augmentations de salaires et une amélioration générale du niveau de vie. La grève engloba plus d'une usine, et fut réprimée au prix de nombreux morts et blessés. Néanmoins, un mois plus tard, en octobre 1972, des émeutes éclatèrent dans la même ville pour un meilleur approvisionnement, de meilleures conditions de vie, et le droit de choisir un métier au lieu de se le voir imposer (16).

(14) La seule source à ce sujet est le Hsinhua Press Service, Pékin, 8 janvier 1974.

(15) Que des réductions de primes apparaissent comme une cause majeure de grèves, s'explique par le fait qu'à peu près un tiers du salaire moyen de l'ouvrier soviétique est composé de primes.

(16) Rouge, 8 juin 1973, Paris.

C'est là malheureusement toute l'information connue sur ce qui fut certainement une importante mobilisation ouvrière.

Heureusement, grâce à l'existence d'un récent document du **Samizdat**, on dispose de pas mal d'informations sur les émeutes qui se produisirent à Dnieprodzerzinsk, une ville de 270 000 habitants à plusieurs kilomètres de Dniepropetrovsk (17). Les émeutes de Dnieprodzerzinsk débutèrent par un incident avec la milice. Plus précisément, la milice arrêta quelques convives ivres d'une noce, les embarqua dans un car de police, et partit. Quelques minutes plus tard, le car de police eut un accident et les miliciens (qui eux-mêmes avaient bu) s'occupèrent de leur propre peau, laissant les personnes arrêtées brûler vives dans le car qui explosa. Une foule en fureur marcha sur l'immeuble central de la milice locale, le mit à sac, mettant le feu aux dossiers de police, etc., puis se dirigea sur le siège du Parti où le fonctionnaire « de service » menaça la foule si elle ne se dispersait pas immédiatement. La foule avança et attaqua l'immeuble du Parti, sur quoi deux bataillons de miliciens ouvrirent le feu. Il y eut 10 morts, ainsi que deux miliciens tués par la foule. L'émeute de Dnieprodzerzinsk est un exemple de la tension des rapports sociaux en Union

soviétique qui fait qu'un simple incident peut provoquer un événement d'une importance bien plus grande que l'incident lui-même.

Voici des exemples de grèves sur des revendications salariales :

— la grève de l'usine de machines-outils de Kiev en mai 1972, déjà mentionnée ;

— une grève à Vytebsk, dans l'usine la plus importante de la ville, en février 1973, après une chute des salaires de 20 % provoquée par de nouvelles normes de travail pour les ouvriers qualifiés. La grève dura deux jours jusqu'à ce que le KGB intervienne en ordonnant au directeur de l'entreprise de rétablir les anciens salaires. Apparemment le KGB essaya de découvrir les instigateurs de la grève, mais ne put en trouver un seul ;

— à Kopeyske, dans la région de Cheliabinsk, en 1971, à l'usine Kirov — la plus grande fabrique d'équipement d'URSS. Le KGB y aurait arrêté les organisateurs de la grève ;

— dans la région de Sverdlovsk, en 1969, dans une grande usine de caoutchouc, une grève éclata après une chute des salaires de 25 % consécutive à l'introduction de la semaine de travail de 5 jours, et une baisse supplémentaire avec l'introduction de nouvelles normes. La situation fut aggravée par des pénuries de viande et de produits courants se tradui-

(17) Ukrain' ske Slovo, 23 mars 1973, Paris.

sant par des queues de 4 à 5 heures ;

— on parle de grèves à Vladimir, au début de 1970, durant un jour ou deux et se produisant simultanément dans plus d'une usine ;

— des arrêts de travail sur des chantiers de construction furent enregistrés à Moscou et Léninegrad pendant l'hiver 1973.

Les grèves en réponse à des pénuries alimentaires sont beaucoup plus une menace pour le régime car elle soulève un problème qui affecte toute la classe ouvrière et les « cols blancs », et non pas seulement les ouvriers d'une seule usine. Une grève de ce genre, particulièrement importante et qui a dû nécessiter un degré relativement élevé d'organisation, fut la « grève à domicile » de trois jours qui eut lieu à Krasnodar, dans le Kouban. Il s'agissait d'une nouvelle forme de protestation où la majorité des travailleurs refusèrent d'aller au travail tant que des biens de consommation et de la nourriture décente n'arriveraient pas dans les magasins. Une variante de cette tactique fut utilisée par des femmes de Gorky, à la fin 1969. Des femmes travaillant dans une usine d'armement quittèrent leur travail en disant qu'elles allaient acheter de la viande, et qu'elles ne retourneraient pas au travail tant qu'elles n'en auraient pas acheté assez. A nouveau à la fin 1969, des ouvriers de Sverdlovsk se mirent en grève

sur la revendication très dangereuse de rations alimentaires égalitaires, disant qu'au moins cela assurerait une distribution égale de nourriture pour tous.

Le meilleur exemple connu d'une grève sur le problème du logement eut lieu dans le campement dépendant de l'usine hydro-électrique de Kiev, en 1969 (18). Organisée géographiquement, avec la participation de tous ceux qui vivaient dans le campement, la grève montra un haut niveau d'organisation. Elle eut aussi l'honneur d'être la seule action ouvrière rapportée dans la **Chronique des événements courants** — l'organe clandestin de l'opposition intellectuelle. Voici le compte rendu de la **Chronique** :

« A la mi-mai 1969, des ouvriers de l'usine hydro-électrique de Kiev, dans le village de Beryozka, se rencontrèrent pour discuter du problème du logement : beaucoup vivaient encore dans des cabanes préfabriquées et des wagons de chemin de fer, en dépit de la promesse des autorités d'assurer le logement. Les travailleurs déclarèrent qu'ils ne faisaient plus confiance aux autorités locales, et décidèrent d'écrire au Comité central du Parti communiste. Après leur réunion, les ouvriers partirent avec des banderoles qui portaient des mots d'ordre tels que « Tout le pouvoir aux Soviëts ! ». Les hommes du KGB arrivèrent en fourgons à bes-

(18) Voir le compte rendu complet de cette grève dans Critique n° 2.

tiaux et furent accueillis aux cris de « Pour qui nous prenez-vous ? Pour des chiens ? ! » Sermonnant la foule, les hommes du KGB tentèrent de susciter des sentiments de « haine de classe » envers un des participants actifs de l'affaire, le major en retraite Ivan O. Hryshchuk, en faisant remarquer qu'il touchait une bonne pension et qu'on se demandait donc pourquoi il faisait tant d'histoires ? Hryshchuk reconnut que sa pension était vraiment trop importante — en fait il en faisait don à une maison d'enfants depuis deux ans. Par ailleurs, il gagnait sa vie par un travail honnête, ce qui n'était pas le cas des hommes du KGB.

Le lendemain se tint un meeting officiel au cours duquel certains des orateurs tentèrent de noircir Hryshchuk, mais au moment où ils quittèrent l'estrade, les ouvriers leur crachèrent littéralement au visage. Les travailleurs envoyèrent une délégation à Moscou avec une pétition signée d'environ 600 personnes sur leurs problèmes de logement. Fin juin, Ivan Hryshchuk fut arrêté à Moscou. Les ouvriers écrivirent une nouvelle lettre, exigeant cette fois sa libération » (19).

Enfin, il y a de nombreuses grèves dont on ne connaît pas les causes immédiates. Par exemple, un groupe de dissidents de Moscou s'intitulant « Comité de Citoyens de Mos-

cou », publia une déclaration en juillet 1970 qui appelait à l'action ouvrière pour renverser le régime, et parlait de grèves à Léninegrad et à Moscou.

Les grèves mentionnées ici ne sont qu'une partie de toutes celles connues en Occident. Mais elles sont représentatives de l'ensemble. Il est certain que seule l'information sur un petit nombre de toutes les grèves qui ont eu lieu, arrive jusqu'en Occident.

Les grèves, événements circonscrits géographiquement dans la plupart des cas, sur des revendications limitées, ne peuvent être interprétées comme étant la preuve qu'existe actuellement un réel mouvement de masse de la classe ouvrière. Ce que montre les grèves, c'est que la classe ouvrière, réduite à la passivité par la terreur stalinienne, retrouve lentement ses forces.

« Les ouvriers, comme l'a fait remarquer Amalrik, sont mécontents de n'avoir aucun droit face à la direction de l'entreprise. Les kolkhoziens sont mécontents de leur totale dépendance vis-à-vis du président du kolkhoze... Tout le monde est mécontent de la grande inégalité de richesse, des bas salaires, des mauvaises conditions de logement, du manque de produits de consommation courants, de l'enregistrement obligatoire au domicile et sur le lieu de travail, etc. » (20).

(19) Peter Reddaway (éd.), *Uncensored Russia*, Londres, 1972, p. 290-291.

(20) Andreï Amalrik, *Will the Soviet Union survive... ?*, cité dans G. Saunders (éd.), *Samizdat*, op. cit.

Le mécontentement, bien que profond, n'est pas pour le moment clairement dirigé contre le régime bureaucratique en tant que tel, mais contre certains aspects du régime. Les grèves actuelles ne sont que des escarmouches dans la lutte de classes qui se déroule.

La menace des protestations ouvrières est devenue un facteur dominant de la vie politique soviétique. Bien que la classe ouvrière ne puisse pas encore imposer ses solutions à la crise économique et sociale de la société soviétique, la menace de ses réactions a limité les marges de manœuvre de la politique économique et sociale de la bureaucratie. C'est la menace d'une explosion ouvrière qui a incité le régime à ne pas imposer de fortes augmentations de prix au début de 1969 (et à laisser à la place l'inflation rampante continuer) (21). En ce qui concerne les réformes économiques, la timidité de la bureaucratie à réintroduire le marché avec ses conséquences inévitables sur la sécurité de l'emploi, s'explique surtout par la crainte d'une réaction ouvrière.

UNE AUTRE PREUVE DU MECONTENTEMENT OUVRIER CROISSANT

Il existe un indice évident du fait que le régime est cons-

cient de la tension sociale croissante et a pris une série de mesures pour renforcer son appareil face à la menace d'un mécontentement croissant. Depuis 1965, et surtout depuis 1967, un grand nombre de nouveaux organismes ont été mis en place pour renforcer la police et les agents spéciaux. Le pouvoir de la police est élargi, le nombre de policiers grandement augmenté et des officiers professionnels de sécurité, des commissariats de police de nuit et des unités de police motorisées mis en place. Depuis 1965, et surtout depuis 1969, une série de nouvelles lois est sortie pour « renforcer l'ordre social dans tous les domaines de la loi ». Des lois telles que celle sortie en juillet 1969 qui insiste sur la répression des délinquants politiques dangereux, des émeutes de masse et du meurtre de policiers (22). Des ordonnances et des décrets sont sortis qui reflètent l'accent mis sur « la loi et l'ordre ».

Il faut aussi noter la promotion sans précédent de chefs du KGB à des postes des politburos centraux et régionaux. On connaît la promotion d'Andropov, président du KGB dans le conseil des ministres d'U.R.S.S., au poste de membre à part entière du Politburo du P.C.U.S. — honneur dont le dernier bénéficiaire avait été Béria. Mais l'on connaît moins la promotion de chefs du KGB

(21) G. Saunders (éd.), Samizdat, p. 31.

(22) Vedomosti Verhovnovo Sovieta CCCP, 16 juillet 1969, Moscou.

à des postes de membres à part entière ou candidats dans les politburos des républiques, que ce soit en Biélorussie, en Azerbaïdjan, au Tadjikistan, en Ouzbékistan, en Kirghizie, en Géorgie, en Moldavie ou en Ukraine. De plus, en Arménie et en Azerbaïdjan, les nouveaux chefs du Parti sont tous deux d'anciens hauts fonctionnaires du KGB. Cette évolution reflète la prise de conscience par le régime d'une tension sociale croissante — situation qui accroît l'importance des organes de sécurité, donc la promotion de leurs chefs aux plus hauts postes, de façon à exercer un bon contrôle politique et à réaliser l'intégration politique la plus efficace de ces organismes.

Pour en finir avec les indices d'un mécontentement ouvrier croissant, on connaît une enquête plutôt rare et très révélatrice des attitudes ouvrières, réalisée à l'usine de locomotives de Voroshilovgrad et rapportée dans les *Izvestia* (23). L'étude a un important mérite, celui de comparer les réponses de 1973 à celles obtenues lors d'une enquête semblable menée en 1968 dans la même usine. On y voit donc le changement d'attitudes avec le temps. L'enquête montre que les deux-tiers des personnes interrogées dans l'usine ont déclaré être mécontents de leurs salaires. Cinq ans auparavant, dans le même groupe, ils n'étaient que 54 %. Dans

le même temps, l'article des *Izvestia* admettait que les ouvriers ne semblaient pas être satisfaits de la lente progression dans la fourniture de biens de consommation demandés. Une proportion encore plus importante d'ouvriers interrogés, 71 % aussi bien en 1968 et 1973, dirent que leurs instruments de travail étaient défectueux. En 1973, 70 % dirent aussi que les conditions d'hygiène dans l'usine n'étaient pas bonnes, une augmentation par rapport aux 65 % qui en 1968 se plaignaient de leurs conditions de travail. 57 % des ouvriers étaient mécontents des quotas de production imposés à l'entreprise, et deux-tiers étaient mécontents du taux de productivité dans l'entreprise. « L'équipement est périmé », dirent les ouvriers aux enquêteurs, « l'usine a besoin d'une reconstruction totale. La technologie est introduite trop lentement ». De plus, 78 % des ouvriers n'étaient pas conscients que le gouvernement avait lancé un programme de réforme de l'entreprise qui est supposé rendre l'industrie soviétique plus efficace et entraîner des salaires plus élevés en raison d'une meilleure productivité. Ce que presque tous les ouvriers savaient par contre, c'était que l'usine n'avait pas réussi à remplir son quota de production pour 1973 et que par conséquent ils n'avaient pas reçu leur treizième mois.

(23) Citée dans l'International Herald Tribune, 11 février 1973.

LES SALAIRES

Si le mécontentement à propos des salaires va croissant, c'est pour de bonnes raisons. Le salaire mensuel moyen en U.R.S.S. était de 135 roubles en 1973. Mais le salaire mensuel moyen cache plus de choses qu'il n'en révèle — il faudrait connaître la distribution des salaires, chose que l'Etat semble presque considérer comme un secret militaire. Pour les travailleurs de l'industrie, hommes et femmes, le salaire brut **moyen** était, dans la première moitié de 1973, de 143,14 roubles. Mais pour obtenir le salaire net moyen, il faut retrancher les impôts sur le revenu, etc., c'est-à-dire 13,61 roubles — de telle sorte que le salaire mensuel moyen disponible était de 129,53 roubles pour les ouvriers de l'industrie.

Mais même ces salaires sont maigres si l'on prend en compte le seuil de pauvreté établi par les chercheurs soviétiques dans les années 60. Un chercheur soviétique écrit : « ... **actuellement (1966-70), pour une famille ouvrière typique de quatre personnes** » (c'est-à-dire le père et la mère au travail, deux enfants à l'école), « **il faut un peu plus de 200 roubles [par mois - H.M.] pour satisfaire les besoins MINIMAUX...** » [souligné par moi] (24). C'est-à-dire qu'un peu plus de 50 roubles

par personne dans la famille sont nécessaires pour les besoins minimaux. Des résultats récemment publiés sur des budgets de ménages indiquent que la pauvreté telle qu'elle est définie par les chercheurs soviétiques, représente la condition d'une partie importante de la classe ouvrière soviétique.

Une enquête portant sur quelque 10 000 travailleurs de toutes branches à Léninegrad (1961-65) a montré que 40 % des familles n'avaient pas atteint les 50 roubles par personne et par mois (25). Il faut se rappeler que Léninegrad est une ville privilégiée par rapport aux autres centres. Une étude publiée par un économiste soviétique a révélé que dans l'ensemble des familles ouvrières et de « cols blancs » en U.R.S.S., plus de 30 % étaient pauvres, selon les critères soviétiques (26). Un recensement de statistiques du travail soviétiques datant de 1967 montrait que plus de 20 % d'ouvriers employés dans le secteur le mieux payé — le bâtiment — étaient en-dessous du seuil de pauvreté, et qu'ils étaient plus de 60 % dans ce cas dans les industries textile et alimentaire, secteurs mal payés (27).

L'augmentation moyenne des salaires fut de 3 % en 1973. C'est une faible augmentation, en partie mangée par l'inflation par-dessus le marché. Cer-

(24) A.P. Volkov, cité dans M. Matthews, *Class and Society in Soviet Russia*, Londres, 1972, p. 82.

(25) *Ibid.*, p. 84-90.

(26) *Ibid.*

(27) *Ibid.*

tains prétendent que l'augmentation annuelle des prix de détail a totalement compensé l'augmentation des salaires. C'est une exagération, mais il n'est pas douteux que l'inflation a été forte. Naturellement l'inflation soviétique ne joue pas de la même façon qu'en système capitaliste. Les prix de détail ne sont pas augmentés en haussant le prix des marchandises, mais en reclassifiant le même article dans un nouveau groupe de marchandises, ou sous une nouvelle marque, et en vendant l'article à un prix supérieur. Apparemment, c'est un produit nouveau ou amélioré. En réalité, c'est le même produit sous un nouveau nom ou dans une nouvelle catégorie, mais avec un prix plus élevé. L'ancien produit, à l'ancien prix, est toujours techniquement disponible — c'est-à-dire qu'il se trouve toujours dans les catalogues. Mais il n'existe plus sur les rayons. La viande en particulier a récemment subi ce genre de ré-étiquetage.

Comme on l'a dit plus haut, il existe une politique gouvernementale délibérée d'attaque des salaires. Cela a été clairement prévu dans le plan quinquennal en cours. Les augmentations de salaires automatiques sont réduites et le système de salaires vise encore plus précisément qu'avant à augmenter la productivité du travail. Pour citer un rapport économique officiel : « Dans le

plan quinquennal en cours, seulement une moitié des augmentations de salaires résultera de l'introduction des nouveaux salaires de base et autres conditions de paie ; l'autre moitié sera versée aux ouvriers et aux employés de bureau selon le rendement de la production » (28). Mais en l'absence d'un syndicat pour défendre les intérêts de la classe ouvrière, l'augmentation des salaires reste très loin derrière l'augmentation de la productivité du travail.

Un article paru dans un journal économique soviétique donne des indications assez claires à ce sujet (29). Si l'on se reporte aux années 1951-60, on s'aperçoit qu'alors que la productivité du travail augmentait de 7,4 %, le salaire moyen n'augmentait que de 2,6 %. Entre 1961 et 1965, la productivité du travail augmenta de 4,6 %, les salaires à nouveau de 2,6 %. Mais entre 1966 et 1970, la productivité du travail augmenta de 5,7 %, les salaires de 5 % — ce qui reflète le sort meilleur que l'équipe Brejnev - Kossyguine accorda aux ouvriers pendant la période de consolidation de leur pouvoir, juste après la chute de Khrouchtchev. Si l'on étudie cette période année par année, on voit qu'il n'y eut pas moins de 3 ans au cours desquelles l'augmentation des salaires dépassa la hausse de productivité (1966, 67, 68), mais

(28) Cité dans I.H.T., op. cit.

(29) B. Bukkanevich, « The Relationship between the growth of labour productivity and wages », dans *Voprosi Ekonomiki*, n° 8 (août), 1972.

qu'elle s'arrêta brusquement en 1970. Cette année-là, la productivité du travail augmenta de 7 %, les salaires de 4,4 %. En outre, en 1971, le travailleur soviétique ne reçut en roubles, pour chaque pour cent d'augmentation de la productivité, qu'un tiers de ce qu'il avait reçu en 1968, en 1972 il ne reçut que la moitié, et en 1973 ce fut à peu près la même chose qu'en 1972 — la productivité du travail augmenta de 6 %, les salaires moyens seulement de 3,7 %.

L'augmentation du salaire moyen de 3,7 % en 1973 cache, après examen, une réelle attaque du niveau de vie de la classe ouvrière. Une grande partie de l'augmentation du salaire moyen est constituée d'une augmentation du salaire minimum officiel — de 60 à 70 roubles par mois, une autre partie s'explique par l'augmentation des stimulants dans le Grand Nord et en Sibérie. Il est clair que les travailleurs de l'intérieur du pays n'ont vu qu'une faible augmentation de leur paye, sinon pas d'augmentation du tout, en 1973. Et si l'on tient compte de l'inflation, on peut admettre que la situation économique de beaucoup de travailleurs n'a guère changé.

LES REFORMES ECONOMIQUES ET LA CLASSE OUVRIERE

L'effort d'augmentation de la productivité du travail est le leitmotiv du plan quinquen-

nal en cours et des réformes économiques. Ce problème s'est posé de façon aiguë lorsque les possibilités de développement extensif de l'industrie soviétique, c'est-à-dire la construction de nouvelles usines et l'augmentation de la force de travail, ont commencé à s'épuiser. Cela a évidemment soulevé le problème de la diminution de la rentabilité des investissements en capital et de la baisse des taux de croissance de la productivité du travail. Mais l'augmentation de la productivité du travail peut s'obtenir de deux façons : soit en introduisant une technologie nouvelle et améliorée, soit en faisant utiliser les vieilles machines aux travailleurs de façon plus efficace. Le problème posé par l'introduction d'une nouvelle technologie a signifié l'insistance mise sur la rentabilité supérieure du travailleur par l'augmentation du rythme de travail, les techniques du travail à la chaîne, le « nouveau management scientifique », la mise à la porte des travailleurs en surnombre dans les usines.

La productivité du travail en Union soviétique est extrêmement basse, comparée à celle des pays capitalistes, et ce en raison du mauvais équipement utilisé, mais aussi du grand nombre d'ouvriers n'effectuant aucun travail utile dans l'usine, et de la faible motivation au travail. On a calculé, en suivant des sources soviétiques, qu'environ 10 % des travailleurs actuels pourraient être licenciés sans que cela affecte

la production (30). En fait l'expérience de Schekino a montré que les licenciements et la redistribution des salaires des licenciés aux travailleurs restants, ont amené une hausse assez significative de la productivité. L'expérience de Schekino a maintenant été étendue à 700 entreprises. Mais selon le droit soviétique, les travailleurs ne peuvent être licenciés sans qu'on leur fournisse un autre emploi. (Il semble qu'en fait certaines entreprises ont trouvé un moyen de tourner la loi **de facto**, en offrant un autre emploi en Sibérie, où bien évidemment aucun travailleur ne veut aller vivre). Les directeurs d'usine aimeraient que l'entreprise ait le droit de licenciement, car ils savent que sans ce droit, les réformes économiques ne pourront aller plus loin. Mais le pouvoir politique central résiste, avec de bonnes raisons, à cette prétention, car il craint les répercussions d'un tel changement.

La sécurité de l'emploi est une des dernières conquêtes de la Révolution d'Octobre qui n'aient pas été arrachées à la classe ouvrière. Le lui ôter — et pour que ça ait un sens, il faudrait le faire à grande échelle — provoquerait une violente réaction de la classe ouvrière. Certains articles des **Izvestia** sur Schekino ont noté le mécontentement des ouvriers licenciés — alors que tous étaient réemployés dans

une autre branche de la même usine dans la même ville. Un exemple plus sérieux de colère ouvrière est fourni par une grève qui se serait produite chez les ouvriers du port d'Odessa en solidarité avec des dockers licenciés pour cause de rationalisation du travail.

L'inefficacité des travailleurs soviétiques, leur peu d'enthousiasme au travail, etc., etc., ont été commentés à satiété par les experts soviétiques. Le fait est que le droit de ne pas travailler dur à l'usine, est un des quelques droits que possède encore l'ouvrier soviétique. Ce dernier résistera et « mènera un combat économique clandestin », comme l'a dit un opposant soviétique, contre tous les efforts qui seront faits pour accélérer le rythme de travail (31).

Le régime a fait un effort concerté pour accroître la productivité du travail par une meilleure organisation du travail. A l'heure actuelle, près d'un tiers des ouvriers est employé sur une chaîne, et cette proportion va encore augmenter, créant une nouvelle zone de tension entre le régime et la classe ouvrière.

Le mécontentement de la classe ouvrière soviétique face au travail à la chaîne, va croissant, comme l'ont montré des études soviétiques. Ce mécontentement s'exprime par un important roulement du personnel, comme dans beaucoup

(30) Voir l'article de H.H. Tickin dans Critique n° 1.

(31) D. Panin cité dans R. Medvedev, « Problems of democratization and detente », dans New Left Review, janv.-fév. 1974.

de pays capitalistes. En Suède, à l'usine Volvo, en 1969, le roulement annuel atteignait 52 %, et en Italie, chez Fiat, l'absentéisme se situait entre 12 et 30 % (32). Les chiffres soviétiques sont comparables. A l'usine d'automobiles du Komsomol Lénine, à Moscou, le roulement annuel chez les ouvriers à la chaîne, approchait 40 % en 1972 (33). Des enquêtes à l'usine d'automobiles Likachev à Moscou, et à l'usine d'automobiles Volga, montrèrent des résultats identiques (34). Dans une usine de machines-outils de Moscou, le même article montrait que le roulement annuel était 3 à 4 fois plus élevé chez les ouvriers à la chaîne que dans l'ensemble de l'usine.

Les experts soviétiques, lorsqu'ils analysent le mécontentement des ouvriers à la chaîne, l'attribuent au fait que l'ouvrier d'usine actuel est plutôt mieux éduqué et exige donc de meilleures conditions de travail qu'autrefois. Le travailleur soviétique, comme son homologue occidental, ne se satisfait plus d'un travail monotone, d'opérations stéréotypées sur une chaîne de montage. Mais l'ouvrier occidental a un immense avantage sur son homologue soviétique : il a un syndicat qui peut lutter contre les accélérations de cadences, etc. Le travailleur soviétique n'a aucun moyen de lutte organisée — sa réaction ne peut être qu'individuelle.

La détente, et l'augmentation du commerce avec l'Occident, en particulier l'importation à grande échelle d'usines occidentales, vont aggraver le problème. Mario Dido, secrétaire de la C.G.I.L., la confédération syndicale italienne dominée par le Parti communiste, a fait des commentaires très intéressants sur la question. Il les fit après avoir visité la nouvelle usine d'automobiles soviétique, construite par Fiat à Togliattigrad. Dido se plaint que sans avoir consulté les syndicats italiens, les dirigeants soviétiques aient importé une des organisations du travail les plus sophistiquées et perfectionnées du monde capitaliste. Il écrit :

« Le projet tout entier a été entrepris sur la base de plans préparés et supervisés par des techniciens de Fiat... non seulement l'équipement technique mais aussi l'organisation du travail est du type Fiat... il est impossible de distinguer l'organisation administrative... que ce soit pour les conditions de travail ou pour l'absolue priorité donnée à la productivité, de ce qu'elle est dans l'usine de Turin... A Togliattigrad... on a adopté non seulement les machines occidentales mais également les systèmes occidentaux d'organisation. Pour être équilibré, un tel système suppose pour le moins l'existence de syndicats puissants. Mais pour le

(32) Financial Times, 10 juillet 1973.

(33) Molodoloi Kommunist, n° 10, 1972, p. 58.

(34) Ibid.

moment, de tels syndicats n'existent pas, que ce soit en Union soviétique ou dans les autres pays d'Europe de l'Est ».

Interrogé sur ce qui l'avait le plus choqué à Togliattigrad, le dirigeant syndical communiste répondit que ç'avait été d'entendre le patron de Turin dire que « les revendications syndicales sont injustifiées puisque les dirigeants soviétiques, à Togliattigrad, n'y attachent pas d'attention » (35).

LES NOUVELLES TECHNIQUES DE MANAGEMENT... ET D'AUTRES QUI LE SONT MOINS

Si la bureaucratie soviétique s'appuie davantage sur l'Occident en ce qui concerne la technologie, elle s'est aussi beaucoup intéressée aux techniques de management occidentales, à la psychologie du travail et à la sociologie industrielle capitalistes, de façon à connaître le secret capitaliste de la gestion du personnel. Les *Izvestia* (11-10-1970) écrivent : « **Les méthodes modernes de gestion forgées dans le monde des affaires, apportent de nouveaux stimulants au facteur humain** ». La *Literaturnaya Gazetta* (10-1-1968) écrit de son côté :

« **La science de la gestion est à l'ordre du jour... La**

science de la gestion du personnel dans une société socialiste et la science de la gestion du personnel dans une société capitaliste sont deux phénomènes opposés dans leurs buts et dans leur nature. Mais il serait tout à fait stupide d'ignorer l'expérience du capitalisme en la matière et il serait irrationnel, d'un point de vue économique, de ne pas l'utiliser ».

Les *Izvestia* (17-10-1970) vont un peu plus loin :

« **Dans les pays capitalistes, la rentabilité de la gestion augmente beaucoup plus vite que dans les pays socialistes en raison de l'hypertrophie des services commerciaux et des énormes dépenses consacrées à la publicité et à la concurrence. Mais les statistiques montrent une tendance commune dans tous les pays industrialisés** ».

La bureaucratie pense qu'en améliorant la technique et en utilisant la nouvelle psychologie industrielle, elle peut arriver à faire de la classe ouvrière un « facteur de production » efficace et docile. La *Literaturnaya Gazetta* (24-5-1972) a publié un long article sur une expérience pilote d'amélioration « des rapports entre supérieurs et subordonnés » et de « création d'un climat psychologique serein ». L'article insistait sur l'importance de « prévenir les conflits » en enseignant la psychologie à l'équipe directoriale. L'expérience suscita un grand intérêt

(35) L'Espresso, Rome, 26 septembre 1971.

chez d'autres directeurs d'usine. Pour satisfaire cet intérêt, le directeur de l'usine où s'était déroulée l'expérience, résuma brièvement les principes de base. Sa seconde recommandation était la suivante : « Il faut savoir comment s'adresser aux subordonnés. Un ouvrier silencieux représente toujours une énigme et est un sujet difficile pour la gestion. Mais il est tout aussi important de stopper à temps un subordonné qui parle plus qu'il ne devrait ».

Si les aperçus psycho-sociologiques des techniques modernes de gestion ne suffisent pas à contrôler le « facteur humain », il y a quelque chose qui pourrait y aider. Les **Izvestia** (9-7-1972) font remarquer, dans un long article signé conjointement par le directeur et le président du comité du Parti de l'usine de freins de Moscou, que « des fonctionnaires de police visitent systématiquement l'usine. Ils enquêtent sur les violations de la légalité dans notre usine ». Plus loin ils rapportent : « L'équipe du procureur de district de Sverdlosk a vérifié l'état de la discipline de travail dans notre usine. Elle a présenté un rapport à la direction... et nous avons pris les mesures appropriées ». Le **Pravda** (29-7-1972) écrit à propos d'une technique de gestion similaire et pas si moderne que ça : « L'équipe du ministère de l'Intérieur, les tribunaux visitent très fréquemment les ateliers. Les fonctionnaires de police sont très

sévères envers ceux qui violent la légalité ».

Une approche plus nouvelle de solution des « situations de conflit », appliquée aux oppositionnels politiques et maintenant proposée pour les conflits industriels, est mise en lumière par la **Pravda** (28-8-1971). Le journaliste pose la question : « Pourquoi ne pas faire entrer un psychologue dans la direction des grandes usines. S'il travaillait main dans la main avec les organismes sociaux, cela contribuerait grandement à la prévention de divers conflits ». Un article de la **Literaturnaya Gazetta** du 26/7/72 allait un peu plus loin dans ce sens. Le journaliste rapporte : « Un psychiatre m'a dit : donnez-moi la possibilité d'examiner tout le personnel de chaque entreprise, et je découvrirai toujours des gens qui ont besoin de mes soins. Et en effet, pourquoi serait-il exclu que certains des membres de toute entreprise puissent obtenir l'avantage, parfaitement justifiable, de consultations, quand ils sont blâmés pour quelque chose, quand leurs primes baissent, ou autres choses semblables ? ».

La recherche frénétique d'une nouvelle technique n'apporte pas de solution à la contradiction fondamentale de la société soviétique — celle qui existe entre la bureaucratie et la classe ouvrière. Cette contradiction est apparue parce que la bureaucratie a substitué sa dictature à la dictature du prolétariat. Elle ne pourra être résolue que par la prise

du pouvoir par la classe ouvrière, organisée démocratiquement par le biais des soviets. Il est difficile de prédire avec exactitude si la classe ouvrière fera ou non sa rentrée sur la scène politique dans un très proche avenir. Mais il est certain que la transformation de la structure sociale du pays, le renforcement du poids social du prolétariat, ont créé des conditions qui mettent la classe ouvrière dans une position plus forte pour mener à bien ses tâches qu'en aucune autre période de l'histoire de l'Union soviétique. Le cœur du prolétariat — les travailleurs des constructions de machines et de la métallurgie — est passé de 8.842.737 personnes en 1959 à 15.008.515 en 1970. Les travailleurs de la chimie sont passés de 1.290.000 en 1959 à 2.451.000 en 1970, etc... Dans le même temps, la force de travail agricole a diminué : de 33.930.000 en 1959 à 22.724.000 en 1970. Surtout, la transformation de la campagne, où n'existe plus une

paysannerie mais un prolétariat agricole, a donné au prolétariat urbain de puissants alliés à la campagne (36).

L'éducation et le niveau culturel des travailleurs soviétiques s'est accru, et avec eux sont apparus de nouveaux besoins. Mais le facteur le plus important est peut-être, avec la fin de l'accumulation primitive et le déclin dramatique de la mobilité sociale pendant les deux dernières décades, le fait qu'est apparu pour la première fois en Union soviétique un vaste prolétariat **héréditaire**. Un prolétariat héréditaire augmente le niveau culturel de la classe ouvrière et la conscience d'elle-même en tant que force sociale. C'est ce prolétariat qui conduira la classe ouvrière dans l'arène politique — avec une force redoublée cette fois.

M. HOLUBENKO.

Traduit par Christiane Tillier.

Vient de paraître :

Henri Weber

**Marxisme
et conscience de
classe**



1018

10 18

DANIEL BENSAID
CARLOS ROSSI
CHARLES UDRY

Portugal:

La Révolution en marche



AUX ÉDITIONS GALILÉE

(paraît fin octobre)

MARKISME ET PHILOSOPHIE

LUCIO COLLETTI